

Ordre du jour

- 1. Communications
- 2. Ordre du jour
- 3. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

■ **M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Une voix.**- Neen, Här President.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Aus legale Grënn, déi mat der Prozedur zesummen hänken, widderhuelen ech meng Kommunikatioun vum 26. Oktober 2004, datt de Poste vun engem Conseiller an der Cour des Comptes fräi ginn ass.

1) Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 130 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

- a) être de nationalité luxembourgeoise,
- b) jouir des droits civils et politiques,
- c) offrir les garanties de moralité requises,
- d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,
- e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviseur d'entreprise, droit et science politique.

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par le Greffe.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Depuis le 18 novembre 2004, les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5402** - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.11.2004

2. **5403** - Projet de loi modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Dépôt: M. le Ministre de la Sécurité sociale, le 24.11.2004

3. **5404** - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

4. **5405** - Projet de loi portant approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles le 30 novembre 2000, 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles le 28 novembre 2002, et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

5. **5406** - Projet de loi portant 1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg le 8 juin 2004, 2. approbation de la Décision 2003/725/JAI du Conseil du 2 octobre 2003 modifiant les dispositions de l'article 40, paragraphes 1 et 7, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, et 3. modification: a) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, b) du Code

d'instruction criminelle, c) de la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité, d) de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 26.11.2004

6. **5407** - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt: M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26.11.2004

7. **5408** - Projet de loi concernant la modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 29.11.2004

8. **5409** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 29.11.2004

4) La Chambre des Députés a été saisie de deux pétitions:

- la pétition N° 264 du 15 mai 2004 pour la fermeture du Stafelter et

- la pétition N° 265 du 23 novembre contre le financement de la Mammerent sur la réserve des caisses de pension.

5) Les représentants des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des États membres, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye dans le cadre de la XXXIIème COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes). La délégation de la Chambre des Députés se composait de M. Laurent Mosar, Président de la délégation, ainsi que de M. François Bausch, M. Ben Fayot et M. Gast Gibéryen.

Les parlementaires ont étudié les systèmes de contrôle du respect du principe de subsidiarité que les Parlements sont en train de mettre en place dans le contexte du mécanisme d'alerte précoce. Introduit par la Constitution européenne, ce mécanisme permet à tout Parlement national d'un État membre, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, d'adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

La délégation luxembourgeoise a plaidé en faveur de l'implication de toutes les Commissions parlementaires concernées dans les dossiers européens, de manière à ne pas en réserver l'examen aux Commissions des Affaires européennes.

Les représentants parlementaires ont conclu dans ce contexte qu'ils ont un intérêt certain à échanger leurs conclusions en matière du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Donnant suite à un document intitulé «Declaration on the role of national parliaments to raise national European awareness», établi par deux membres néerlandais de la Convention sur l'avenir de l'Europe, les parlementaires ont lancé un appel à la Conférence des Présidents des Parlements afin de déterminer une semaine pour débattre sur le programme législatif annuel de la Commission européenne.

6) M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, Mme Lydia Mutsch et M. Jean-Pierre Koepp ont représenté la Chambre des Députés à la 50^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 12 au 16 novembre 2004 à Venise.

L'Assemblée a adopté des résolutions concernant les moyens pour faire face à la prolifération nucléaire, la reconstruction et le développement en Irak et en Afghanistan après les conflits, les opérations de l'OTAN en Afghanistan, la relance du dialogue transatlantique en matière de sécurité ainsi que la traite des enfants.

Les 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées ont également discuté sur la lutte contre le terrorisme, les capacités et les nouveaux partenariats de l'OTAN.

Dans le cadre de la réunion conjointe de l'Assemblée de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, a expliqué que «Le renforcement du rôle politique de l'OTAN requiert (...) une culture du débat». Une culture où les discussions sur l'avenir du Kosovo, de l'Afghanistan et même de l'Irak, ne sont pas des exceptions, mais la règle. Une culture où les Alliés n'abordent pas les aspects fondamentaux de la sécurité dans le seul but de parvenir à un consensus ou de prendre une décision, mais aussi pour échanger des points de vue, même si cela n'aboutit qu'à un «accord sur l'existence d'un désaccord». Nous ne devons pas nous accrocher à l'idée qu'une discussion au Conseil de l'Atlantique Nord doit toujours se conclure par un consensus sur une opération militaire.

Un autre orateur, à savoir le Général James Jones, Commandant Suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), a déclaré que «L'OTAN se transforme. Elle est toujours considérée comme une institution utile et son action peut influencer sur le cours des événements. Elle deviendra ce que l'on veut qu'elle soit, et je suis persuadé que, comme au XX^{ème} siècle, elle représente un des meilleurs espoirs de sécurité et de stabilité pour l'avenir».

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentenkonferenz an hirer Reunion vum 25. November Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer

d'Presentatioun vum Budgetsrapport vun der Finanzkommissioun duerch de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Mar, um hallwer dräi

1) den Exposé vum Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statshaushalt vum Joer 2005,

2) de Projet de loi 4965 iwwert de Compte général vum Joer 2001, nom Modell 1, an

3) de Projet de loi 5344, eng Konventioun iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus, nom Modell 1.

Iwwermer, en Donneschdeg, och um hallwer dräi

1) de Projet de loi 5260 iwwert den Artikel 22 vum Code des assurances sociales, zesumme mat der Proposition de loi 5173, nom Modell 1,

2) de Projet de loi 5373 iwwert d'Kulturzentren zu Ettelbréck an zu lechternach, nom Modell 1,

3) de Projet de loi 5342 iwwert d'Ausbesserung vum Flughafen, nom Modell 1,

4) de Projet de loi 5385 iwwert de Bau vun engem Radartuerm um Findel, nom Modell 1, an

5) d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Haut de Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, presentéiert eis den Här Budgetsrapporteur, Laurent Mosar, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Budget vum Joer 2005.

Här Rapporteur, Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

3. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als Budgetsrapporteur vun der Finanz- a Budgetskommissioun bestëmmt gëtt, sou ass dat eng grouss Eier, awer och eng riseg Erausforderung fir jiddfer Politiker, deem dës Eier an deenen allermeeschte Fäll nëmmen eemol a senger Carrière zoufällt.

Dëst Joer ass dann d'Erausforderung besonnesch grouss gewiescht, well ech fir déi éischte Kéier ënnert där neier Prozedur der Chamber de Budgetsrapport dierf presentéieren. Aneschters wéi an de vergaangene Jore kënn et net zu engem Rapport complémentaire, sou datt de Rapporteur nëmmen méi een Optrëtt op der Chambertribün mécht an de Budget och zum Ofschloss vun den Debatten den Donneschdeg d'nächst Woch direkt hei ka gestëmmt ginn.

Déi nei Budgetsprozedur, déi d'Koalitionspartner während de Verhandlungen fir d'Regierungsbildung am Summer beschloss hunn, bleift net ouni Auswirkungen op d'Aarbechte vum Budgetsrapporteur a vun der Chamber. De Budgetsprojekt gouf dëst Joer érischt an der zweeter Oktoberhalschent presentéiert an d'Acteure vun der Prozedur haten duerno just nach fënnf Woche fir hir Avisë respektiv hire Rapport auszuschaffen. Perséinlech fannen ech, datt sech dëséi méi geraffte Kalenner positiv op déi gesamt budgetär Aarbechten ausgewierkt huet. Net nëmmen ass de Budgetsprojekt, esou wéi d'Regierung en am Oktober déposéiert huet, komplett gewiescht an huet net méi mussen amendéiert ginn, mä déi méi enk zäitlech Fenster duerno huet de Rapporteur och derzou incitéiert, säi Rapport géigeniwwer de leschte Joren erhieftlech ze beschneiden. Et ass nees méi e reng budgetären, e gezielt finanzielle Rapport, deen drop verzicht, eng politesch Gesamtiiwwersiicht ze liwweren, wat jo am Fong och net säi Sënn war an ass.

Här President, den Dépôt vum Budget am Oktober ass virun allem vun der Suerg inspiréiert, sech kënnen bei der Ausaarbechtung vum Projet op méi realistesch wirtschaftlech Daten ze baséieren. Mir hunn tatsächlech an de leschte Jo-

ren ëmmer nees erlieft, datt déi Prévisionen, déi am éischten Hallefjoer konnte gemaach ginn, am zweete Semester méi oder manner drastesch revidéiert goufen. Duerch dee méi spéiden Dépôt vum Budgetsprojekt gétt dëse Problem geléist. D'Acteure vun der Budgetsprozedur, vum Statec iwwert de Budgetsdepartement an d'Berufschamberen, d'Zentralbank, d'Cour des Comptes bis hin zur Finanz- a Budgetskommissioun an hirem Rapporteur, schaffen direkt op deenen Donnéeën, déi um Enn vun engem Kalennerjoer kënnen mat zimlecher Sécherheet fir dat nächst Budgetsjoer zu Gronn geluecht ginn. Ech perséinlech hu fonnt, datt déi nei Prozedur och d'Aarbecht vum Rapporteur an deem Sënn erlichtert huet.

Während fënnf Wochen hat ech elo Geleeënheet, mech am Detail mat de staatleche Finanzen, mat der Struktur vun de Steuerrecetten a mat der allgemenger wirtschaftlecher Situatioun vum Land ausenzeesetzen. Meng Virgänger als Budgetsrapporteur wëssen, datt esou een Exercice genausou spannend wéi opschlussräich ass an datt een als Rapporteur vum Budget en Iwwerbléck iwwer finanzpolitesch Zesummenhäng kritt, déi engem an där Form an an deem Mooss virdrun dacks net esou bewosst waren. Et kritt een awer och d'Geleeënheet mat deene sou genannte Forces vives de la nation ze diskutéieren iwwert d'Finanzsituatioun vun eisem Land. Ech muss lech soen, datt ech dës Diskussioune, mat all de Berufschamberen, de Gewerkschaften, de Patronatsorganisatiounen an all aneren Associatiounen apprécieiert hunn a si mir och alleguete wäertvoll Informatiounen geliwwert hunn, vun deenen ech och versicht hunn a mengem Rapport eng Rei ze verschaffen.

Ech wëll dann awer och déi excellent Zesummenaarbecht mam Budgetsminister, mat deene verschiddenen Direktiounen vun der Steierverwaltung, der Administration de l'Enregistrement, der Douane an den Accisen, der Finanzinspektion, dem Trésor, dem Statec, dem Administrateur général, der Direktioun vun der Cour des Comptes a vun der Zentralbank ervirsträchen, déi der Finanzkommissioun eng äusserst grouss Disponibilitéit entgéint bruecht hunn, an ouni deenen hir aviséiert Avisen och dëse Rapport net an där Form hätt kënnen ofgeschloss ginn. Déi héich Qualitéit vun hiren Avisé beweist dann och, dass een an engem begrenzten Zäitraum eng excellent Aarbecht ka maachen.

Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren, hinnen alleguete e ganz groussen an oprichtege Merci auszedrécken. E ganz spezielle Merci wëll ech awer och un all Kolleeginnen a Kollegee vun der Finanz- a Budgetskommissioun richten, fir hiert Verständnis an hir aktiv Zesummenaarbecht. Och e besonnesche Merci un d'Sekretärin vun der Commissioun, d'Madame Caroline Guezennec. E leschten, ganz besonnesch déiwen a spezielle Merci geet u mäi Fraktiounssekretär Frank Engel, ouni deem seng wäertvoll Mataarbecht dëse Rapport sécherlech net am Délai hätt kënnen fäerdeg gestallt ginn, sou wéi un all déi aner Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun.

Här President, ech sinn duerfir dankbar, dëst Joer den Exercice vun engem Budgetsrapport kënnen gemaach ze hunn, zu engem Moment wou sech wesentlech Froen am Zesummenhang mat der Zukunft vun de Statsfinanzen an domat mat dem politesche Spillraum an deene kommende Jore stellen.

Ech hunn dann och meng Roll als Rapporteur net limitéiert gesinn op eng Bestandopnahm vun der finanzieller Situatioun vun eisem Land, mä wollt och op eng Rei vu Schwaachpunkten hiweisen. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt dem

Budgetsrapporteur seng Missioun sech net kann an därer drop beschränken, mat der Wäirauchsossel ronderëmmer ze goen, mä hien och d'Flicht huet hannert den Zuelen ze krazen, se ze hanerfroen an och emol eng Rei méi kritesch Iwwerleeungen unzestelen.

Ech géif dann och wëlle behapten, datt ech mat där Approche an der Tradition vu ville vu meng Virgänger als Budgetsrapporteur mech bewegen, déi och ëmmer erëm an hiren Ausféierungen versicht hunn, de Budgetsprojekt méi kritesch ze hanerfroen.

Ech hunn dann awer och gemengt et géif net duergoen, nëmme Kritike par rapport zu gewëssene Schwaachpunkten ze maachen, mä ech wollt och eng Rei vu Weeër opweisen, ganz besonnesch an de Kapitele Finanzplaz a Gemeengefinanzen, wéi een aus Schwächen erëm kéint versiche Stärken ze maachen.

An dësen Iwwerleeungen huet fir mech ëmmer d'Kompetitivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg am Vierdergrond gestanen, ouni dee mer de Wuelstand vun dësem Land net kënnen mëttel- a laangfristeg garantéieren.

Ech géif dann och nach eng Kéier wëlle betounen, datt dës Léisungsvirschléi perséinlech Iwwerleeunge vum Rapporteur sinn an domadder natierlech net d'Budgets- an d'Finanzkommissioun an hiren Gesamtheit engagéiert. Dëst gesot, wëll ech dann zu mengem eegentleche mëndleche Budgetsrapport iwwergoen.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, de Budgetsrapport fir 2005 konnt op enger wirtschaftlecher Ausgangsbasis opgestallt ginn, déi nees besser ass, wéi mer se tëschent 2001 an 2003 kannt hunn. Fir dat lafend Joer rechent de Statec mat engem ekonomesche Wuesstum vun iwwer 4%, a fir 2005 kënnen mer och nees vun enger Wuesstumsfourchette tëschent 4% a 4,5% ausgoen. Domat situéiert sech déi Lëtzebuerger Economie nees e gutt Stéck méi no un hirem mëttleren Wuesstumskurv an enger laangfristeger Perspektiv, wéi dat an deenen éischte Jore vun dësem Jorzéngt war.

De Budgetsprojekt selwer baséiert op enger Wuesstumsprognos vu liicht ënner 4% am Joer 2005. D'Finanzkommissioun ass der Meinung, datt d'Regierung mat dëser méi virsiichteger Projektioun Recht huet, virun allem well mer schonn ze dacks déi wirtschaftlech Dynamik am Land iwwerschat hunn, wann e Budget ficeléiert gouf. An nodeems nach eng ganz Rei Onsécherheetsfacteuren op den internationale wirtschaftleche Perspektiv laaschten - virun allem deen onberechenbaren, awer konstant héije Präis vum Pétrol an d'Evolutioun vum Wiesselkurs tëschent dem Euro an dem Dollar -, schéngt et fir de Stat richteg, am Joer 2005 nach eng liicht méi moderat Croissance virauszesetzen, wéi d'Prognose vun den Instituter dat de Moment maachen.

De Budgetsprojekt selwer wiisst alerdéngs méi staark par rapport zum aktuelle Joer, wéi eis Economie dat mécht. Ronn 8% Gesamt-wuesstum vum Budget si fir 2005 geplangt, wat dëse Volume an d'Géigend vu 7 Milliarden Euro bréngt. Virun allem déi lafend Ausgaben affichéieren dëst Joer eng Progressioun vun iwwer 8%, wat muss ze denke ginn.

Nu muss een awer de Budgetwuesstum relativéieren. D'Exekutioun vum Budget vun dësem Joer weist nämlech, datt souwuel op der Säit vun de Recetté wéi och bei den Dépensé ronn 200 Milliounen Euro méi wäerte verbucht ginn, wéi d'Chamber am Dezember 2003 gestëmmt huet. Bei den Dépensé schloe virun allem déi steigend Sozialtransferten am lafende Joer mat enger Plus-value vun 150 Milliounen zu Buch - ech wäert op dë-

sen Emstand nach méi am Detail agoen. Tatsaach ass awer, datt wann een de Budgetsprojekt fir 2005 mat den tatsächleche Statsausgaben am lafende Joer vergläicht, da kennt ee bei den Dépenses courantes op eng Progressioun, déi méi no bei 4% läit - an dat ass konkordant mat deem viraussiichtleche Wirtschaftswuesstum am nächste Joer.

De Budgetsprojekt gesäit en Defizit vu ronn 90 Milliounen Euro vir, déi aus der Budgetsreserv kënnen finanzéiert ginn. Fir dëse Feelbetrag auszegläichen, kann de Stat sech also bei sengen eegenen Erspuerenisse zerwéieren. Doriwwer eraus gétt awer am nächste Joer en Emprunt néideg: De Stat wëllt 200 Milliounen Euro léinen, déi direkt an zu gläichen Deeler sollen dem Fonds des Routes an dem Fonds du Rail zougefouert ginn. Dës Zomm transitéiert also net duerch den eigentleche Statsbudget a gétt deemno och net als Recette kontabiliséiert. 2004 war dat esou virgesinn a gouf vun enger ganzer Partie Kritiker contestéiert, déi géintent Geld net wollten als Statsrecette betruechten. Ech wëll mech net mat deenen techneschen Detailer vun esou engem Virgank ophalen, mä just fannen datt et e bëssen eegen-aarteg ass eng Recette, egal wéi eng et ass a vu wou se kënnt, net als Recette ze considéieren. Mä esou oder esou stellt déi Fro sech fir den Exercice 2005 net méi.

Insgesamt feelen dem Stat 2005 dann 300 Milliounen Euro, fir esouwuel säi Budget wéi säin Investitionsprogramm iwwert d'Fongen ze finanzéieren. An der europäescher Berechnungsmethod SEC95 muss jo d'Dépensé vun de Fonge bei der Ermittlung vum Budgetsdefizit berücksichtegt ginn. Dat ass am Fong eng total Häresie, well d'Avoiré vun de Fonge Finanzreserve vum Stat duerstellen, déi iwwer Jore constituéiert goufen, an déi Dépensen, déi mat dëse Gelder gemaach ginn, hunn deemno iwwerhaupt näischt mat engem Defizit ze dinn. Well awer ausser Lëtzebuerg kee Land an der Europäescher Unioun esou Reserven huet an och keen ausser eis sech ka virstellen esou Reserven ze hunn, si mir esou gutt a kontabiliséieren d'Ausgabe vun de Fonge mat, wa mer den Defizit fir dat kommand Joer berechnen. An da komme mer am Total op e Feelbetrag vun 843 Milliounen Euro.

De Gesamtsolde vun den öffentliche Verwaltungen zu Lëtzebuerg, an deem de Stat, d'Gemengen an d'Sozialkeese berücksichtegt ginn, ass fir 2005 zimlech genoe am Equilibre. Dat erkläert sech doerch, datt d'Sozialkeesen een nach ëmmer kräftegen, iwwerschëssege Solde virweisen, deen déi vun der Zentralverwaltung an de Gemengen ausgläicht.

Am Résumé stellt d'Finanzsituatioun vum Stat sech esou duer, datt se souwuel équilibréiert wéi gesond ass. E Wuert nach zur Schold vum Lëtzebuerger Stat, fir dës Appréciatioun ofzeronnen.

D'Statsschold ass vun 1997 bis 2003 stänneg erofgaangen, well de Stat an deene Jore keng nei Verschëldung opgeholl huet. 2004 louche mer du bei enger Bruttoschold vu just 435 Milliounen Euro, wat 1,8% vum PIB uitgemaach huet. Mat den Emprunté vun 2004 an 2005 - insgesamt 320 Milliounen Euro Neiverscholdung am lafenden an am kommende Joer - geet eis Bruttoschold nees op 569 Milliounen Euro erop. Par rapport zum PIB ass dat keng weider bedenklech Entwécklung. Mir situéieren eis d'nächst Joer bei enger Schold vun 2,1%, wat am europäesche Verglach nach wie vor absolut konkurrenzlos ass.

Här President, ech wëll dann iwwergoen zu mengem Commentaire

vum Budget vun de Recetten, esou wéi de Projet fir 2005 se virgesäit. Dobäi wéilt ech mech op e puer grouss Poste konzentréieren, déi och d'Eckdate vun de staatleche Recetten ausmaachen, an zwar d'Akommesteier, d'Kollektivitéitssteuer, d'TVA, d'Taxe d'abonnement an de Lëtzebuerger Undeel un deene gemeinsame Recetté vun der UEBL.

Bei der Akommesteier féiert deen duerchaus dynameschen Aarbechtsmaart, dee mer ëmmer nach hunn, derzou, datt dës Recetté kënnen substanzéiell klammen, an zwar vun 1.250 Milliounen Euro am lafende Joer op 1.400 Milliounen am Joer 2005. Natierlech ass d'Croissance vum Aarbechtsmaart net nëmme mat steigende Steuerrecetté verbonden, mä op där anerer Säit och mat Sozialausgaben, déi enger eegener Entwécklung follegen a stänneg an d'Luucht ginn - dorop kommen ech nach zrëck.

Bei der TVA ass et esou, datt 2005 soll e Rekordjoer gi mat Recetté vu 1.588 Milliounen Euro, 218 Milliounen weider wéi am gestëmmt Budget fir 2004. E wesentlechen Deel vun dësen zousätzlechen Einnahmen resultéiert aus der Presenz zu Lëtzebuerg vun e puer Internetgesellschaften, déi de Standuert Lëtzebuerg gewielt hunn, well mir deen niddregsten TVA-Saz an der Unioun hunn, a si deen am Land bezuelen, wou hire Verrechnungssiège ass.

Esou dankbar a frou mer iwwert dës zousätzlech TVA-Recetté sinn - déi eis am Iwwerregem iwwerhaupt net einfach esou an de Schouss gefall sinn, wéi dat verschiddentlech op dëser Tribün behaupt gouf -, esou séier muss mer eis awer bewosst bleiwen, datt se net op éiweg geséichert sinn. De Prinzip vum Land vun Dingschtleeschter, deen de Moment nämlech an Europa bei der TVA-Erhiewung zu Gronn geluecht gétt, ass schwéier ënner Beschoss.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass net ausgeschloss, datt en enger mëttelfristeger Perspektiv net iwwerlieft an datt domat d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg fir Internethandelsfirme géif kräfteg relativéiert ginn. Dëst ass eng Méiglechkeet an der Evolution, et ass keng Sécherheet. Mä et soll eis derzou bréngen, d'TVA-Recetten aus dem Internethandel net als gottgegeben hinzehuelen. Si sinn éischter fragile.

Bei der Taxe d'abonnement dann ass och en Erhuelungsprozess ze verzechnen, deen derzou féiert datt nees iwwer 400 Milliounen Euro am Budgetsprojekt opgefouert sinn. Tatsächlech ass d'Industrie vun den Investmentfongen, déi dës Tax zu quasi 100% bezilt, gesond an hir Aktiva entwéckele sech positiv. Enn September 2004 louchen déi bei 1.059 Milliarden Euro, wat eng reell Progressioun vu ronn 150 Milliarden Euro während engem Joer erméigelt. D'Taxe d'abonnement ass deemno amgang sech ze erkrabbelen a soll 2005 ronn 50 Milliounen Euro méi erabréngen, wéi dat nach 2003 de Fall war.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg weltwäit deen zweete bis drëtten - mir liwweren eis do e permanent Fänkesspill mat Frankräich fir déi zweete Plaz - Standuert fir Investmentfongen ass, just hannert de Vereenegte Staten. An op all deenen anere Plazen, wou esou Fonge sech wuel fillen - an Amerika, a Frankräich, an Australien, an Italien - gétt et keng Taxe d'abonnement. Dat bedeit, datt mer bei der Standuertpromotioun regelméisseg mussen erklären, wat dann déi speziell Tax do eigentlech ass, déi just zu Lëtzebuerg muss entriicht ginn. An dat mécht d'Promotioun net ëmmer einfach. Duerfir ass et och rotsam, datt mer den Taux vun dëser Tax lues no ënnen upassen, au fur et à mesure wou de Volume vun deenen hei lokalisiéierte Fongen zouhëlt. Domat

kënnen mer d'Recetté stabiliséieren an de Standuert gläichzäiteg nach méi attraktiv maachen. Vill méi ass natierlech an esou enger Logik net aus der Taxe d'abonnement erauszehuelen. Och däärs muss mer eis bewosst sinn.

D'Recetten, déi Lëtzebuerg am Kontext vun der UEBL virun allem aus den Accisen zoustinn, dierfte sech 2005 op iwwer 900 Milliounen Euro situéieren. Dat beweist d'Vitalitéit vum Tanktourismus a sengen ugeschlossene Phenomeneen, wéi zum Beispill dem Grenzverkauf vun Tabaksprodukter. Mä och d'Entwécklung vun dëse Recetté wërft Froen op, déi mer net einfach kënnen vum Dësch wëschelen.

Den Tanktourismus ass eng wichteg Finanzquell vum Lëtzebuerger Stat, mä mer liwwen nun emol am Zäitalter vum Protokoll vu Kyoto, ënnert deem Lëtzebuerg sech dozou engagéiert huet, bis zum Horizont 2008-2012 seng CO₂-Emissiounen ëm 28% par rapport zu 1990 zréckzeschrauwen. A problematescherweis gétt eisem Land dee ganze Pétrol, dee mer do un der Grenze verkafen, als Quell vu Lëtzebuerger Emissiounen zougeschriwwen.

De Budgetsprojekt fir 2005 gesäit dann och schonn d'Schafung vun engem spezielle Fong vir, deen eng éischte Kéier mat 5 Milliounen Euro dotéiert gétt, fir datt Lëtzebuerg kann um internationale Maart zousätzlech Emissiounsrechter kafen. Mä kee Mënsch weess genoe wéi eisen Emissiounsplan sech riskéiert iwwert déi nächst Joren ze entwéckelen; d'Emissiounsquote sinn elo schonn deier a riskéieren och vill méi rar ze ginn. An da kann et eis geschéien, datt mer Pénalitéiten ze bezuele kréien, wa mer d'Emissiounen, déi eisen nationalen Allocationsplang virgesäit, iwwerschreiden. Net mar, mä an e puer Joer wäert eng exzessiv Tonn CO₂ mat 100 Euro zu Buch schloen. Wat dat am Kontext vun honnertausenden Tonnen, déi aus dem Tanktourismus resultéieren, kéint als Belaaschtung fir de Statshaushalt bedeuten, brauch ech net weider ze detailléieren.

Tatsaach ass: Den Tanktourismus riskéiert am Kyoto-Zäitalter méi zu enger Belaaschtung ze ginn, wéi en dat bis haut war. A mer wiere gutt beroden, e Gesamtbilan ze erstellen, an deem eisen Energiehaushalt ausenaner geholl a par rapport zu de Kyoto-Verpflichtungen berechent gétt. Wa sech dann ergéif, datt am schlëmmste Fall enges Dags méi Pénalitéiten ze bezuele wiere wéi mer Recetten aus dem Tanktourismus kéinten zéien, dann dränge sech och fir d'Regierung neiaarteg Iwwerleeungen iwwert de Präis vu Bensin an Diesel op.

(Coups de cloche de la Présidence)

Bleift schlussendlech, Här President, d'Kollektivitéitssteuer, déi eis Betriber bezuelen. Do gesäit d'Perspektiv fir 2005 net esou roseg aus. Déi Zäiten, wou 1.400 Milliounen Euro konnte budgétiséiert ginn, sinn eriwier. Fir 2005 rechent d'Regierung mat 1.125 Milliounen Recetten aus dëser Steuer, 25 méi wéi am lafende Joer. Dat sinn Zuelen, déi eis mussen ze denke ginn.

D'Kollektivitéitssteuer - esou gétt engem gesot, mä ni richteg offiziell - gétt zu ronn 80% vum Finanzsecteur bezuelt. Dat bedeit éischstens, datt eis Industrie an de gesamte Mëttelstand nëmmen nach ganz weéng Kollektivitéitssteiere bezuelen. Et bedeit anerersäits awer - an dat ass méi wichteg -, datt dës Steuer quasi ganz vun engem Wirtschaftssektor ofhänkt, deen ëmmer méi duerch Fusiounen, Acquisitiounen a Rationaliséierungen opfält an deen och versicht seng Steuerlaascht zu Lëtzebuerg permanent ze drécken. Wann een dann nach weess, datt an de Joren zënter 2002 zimlech massiv de Banken hir Steierscholden age-dréiwwe goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteuer héich ze ha-

len, an datt dës Solden haut weitgehend opgebraucht sinn, dann zweechent sech fir d'Kollektivitéitssteuer e Bild, wat net kann optimisteschem stëmmen.

Dës Steuer ass an hirem Produkt faktesch réckleefeg. Un deem Émstand wäert sech an deenen nächste Jore kaum eppes Fundamentales änneren; d'Acteure vun der Finanzplaz, awer och déi Industriebetriber, déi nach Kollektivitéitssteuer bezuelen, setze vill drun, fir duerch steuerlech Ingénierie déi Betrëg, déi se un de Lëtzeburger Stat ofzeféieren hunn, erofzedrécken. Aus de Récklage fir d'Besteuerung op der Finanzplaz ass net méi vill erauszehuelen an d'Zuel vun deene Betriber, déi iwwerhaapt Kollektivitéitssteuer bezuelen, hält net méi zou, an d'Effekter vun der Steuerreform vun 2002 weisen sech elo eréischt an hirem ganzen Ausmooss.

Dobäi muss ee jo soen, datt mer mëttlerweil am europäesche Vergleich mat eiem Taux vun 22% Kollektivitéitssteuer guer net méi sonnerlech gutt do stinn. Mir leie just nach op der achter Plaz an der Europäescher Unioun an Irland, e wichteg Konkurrent vun eiser Finanzplaz, féiert den Tableau mat 12,5% un.

Zousätzlech ass et dann esou, datt et fir e Betrib zu Lëtzebuerg mat der Kollektivitéitssteuer jo net gedoen ass. Derbäi kommen nach Gewerbe- a Solidaritéitssteuer, esou datt e Betrib am Schnëtt hei 30,38% bezitt. Mat deem Taux leie mer am europäesche Vergleich nach just op der 18. Plaz. Dat ass wuel net déi Positioun, déi mer ustriewen, an en Taux vun iwwer 30% gëtt an der erweiterter Unioun, wou vill Memberstaten Tauxë vun ënner 20% applizéieren, ëmmer méi schwéier ze vermaarten. Datselwecht gëllt d'ailleurs och um Niveau vun der OECD.

Et geet also och hei ëm d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg an och ëm déi Kritären, déi an der Lissabonner Strategie virgesi sinn an déi jo eigentlech sollen d'Kompetitivitéit vun der gesamter europäescher Wirtschaft verbesseren.

Ech kommen dann och net ëmhin nach eng Kéier feststellen, datt hautdësdaags een net derlaanscht kënnt ëmmer erëm kuerzfristeg ze reagéieren, well ware mir no der Steuerreform mat eiem Taux vun der Kollektivitéitssteuer ee Moment an der europäescher Hitparad op den Topplazen, esou si mer innerhalb vun zwee, respektiv dräi Joer an dat hënnescht Mëttelfeld zrëckgefall.

Wa mer hei net definitiv wëllen den Uschloss verpassen, an ganz besonnesch par rapport zu deenen neien EU-Memberlänner, schéngt et mer onerlässlech ze sinn an deenen nächste Méint eng Diskussioun iwwert den Taux vun eiser Kollektivitéitssteuer ze féieren. Et geet hei allerdéngs net nëmmen ëm d'Erofsatzung vun deem Taux, mä et geet virun allem och ëm eng Vereinfachung vun där Steuer, déi am Handling einfach ze komplizéiert ass an domadder sécherlech eng Rei vu potenziellen Investisseure vum Standuert Lëtzebuerg ewechhält.

All dës Iwwerleeungen hu mech dozou bruecht, a mengem schrëftlechen Rapport eng Reform vun der Betriebsbesteuerung virzeschoen, déi eis nees un d'Spëtzt vum europäesche Peloton géif bréngen an déi d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert wuel géif vereinfachen. Et muss ee wëssen, datt opgrond vu ganz villen Aménagementen vun der Assiette vun der Kollektivitéitssteuer déi tatsächlech Belaaschtung méi no bei 20% wéi bei 30% läit. Wann dat esou ass, da gëtt et kaum e Grund fir den theoreteschen Taux net deem fakteschen unzepassen. A Verbindung mat enger méiglecher Reform vun der Gewerbesteuer, op déi ech nach wäert agoen, sollt et méiglech sinn, d'Gesamtbesteue-

rung vun de Betriber ënner 20% ze drécken. Wann also den Taux vum IRC, der Kollektivitéitssteuer, op 15% erofgefuert géif, an d'Gewerbesteuer halbéiert, da léiche mer, Solidaritéitssteuer abegraff, bei 19% an eppes. Esou e Saz léisst sech verkafen. An doduerch datt ee parallell géif d'Assiette vun der Betriebsbesteuerung méi breet maachen, bléif d'Recette aus dem IRC wuel méi oder manner konstant.

Esou eng Verbreederung vun der Assiette ass souwiesou op der Dagesuerdnung, wann et zu där europäescher Harmoniséierung vun der Grondlag vun der Betriebsbesteuerung kënnt, déi de Code de conduite virgesäit. A wann een déi Reflexioun, déi bei all Steuererleichterung gemaach gëtt, dann nach an de Rasonnement abaut, datt sech nämlech aus esou enger Operatioun eng wirtschaftlech Dynamiséierung ergëtt, da kann een dovun ausgoen, datt sech aus engem Émbau vun der Betriebsbesteuerung, wéi ech e proposéieren, éischer méi wéi manner Steuerrecettë géifen erginn.

Här President, wéi gesot, ech maachen herno nach eng Parti Aussoen zu der Perspektive vun der Gewerbesteuer. Elo wëllt ech mech den Ausgabe vum Stat fir 2005 zouwenden, wéi de Budgetsprojett se virgesäit, an dobäi mat den Investissementer vum Stat ufänken.

Mat iwwer 800 Milliounen Euro gëtt 2005 an de Proportiounen esou vill investéiert wéi nach ni. 10,8% vun der gesamte Staatsausgabe fléissen an öffentlech Investissementer. Dat si ronn 3% vun eiem PIB. Dës Investissementer sinn néideg a fir d'Moderniséierung vum Land onverzichtbar. Duerch si adaptéiere mer eis Infrastrukturen un d'Bedürfnisse vun der Zäit, an enger Populatioun, déi bestänneg wüsst. Mä Investissementer, déi dauerhaft de Volume vun 2005 erreechen, hunn natierlech Auswierkungen op de Stand vun de Statsfinanzen, a besonnesch op d'Avoirë vun deene grouse Fongen, iwwert déi déi meescht Investitiounen getätet ginn.

Zënter 2003 ginn d'Finanzreserve vun de Fonge bestänneg erof. Dat läit doran, datt mer zënterhier keng staatlech Plus-valüë méi kënnen zousätzlech un d'Fongen affektéieren, well et där keng méi gëtt. A mat den uerdentleche budgetären Dotatiounen ass et kloer, datt zënter dem leschte Joer a bis op weideres d'Ausgabe vun de Fonge méi héich wäerte si wéi hir Recetten. Domat schmelzen d'Reserve lues awer sécher ewech.

Et kann een haut dovun ausgoen, datt bei engem konstanten Investitionsvolumen iwwert der gesamten Horizont vun der pluriannueller Planung bis 2008 spëttstens an deem Joer e Besoin de financement bei de Fongen optaucht. Si sinn dann eidel. Allerdéngs setzt dat virus, datt bis 2008 all Joer weiderhin 200 Milliounen an d'Fonge fléissen, wéi se 2005 aus engem staatlechen Emprunt resultéieren. Wier dat net de Fall, kriterien d'Fongen also all Joer bis 2008 just esou vill Dotatiounen, wéi reng aus dem Budget kann u si fléissen. Da wier de Besoin de financement schonn am Laf vum Joer 2006 erreecht. 2008 léich de Geldbedarf vun de Fongen, fir am Equilibre kënnen ze funktionéieren, ouni déi 200 Milliounen zousätzlech Dotatiounen pro Joer, bei enger ronner Milliard Euro.

Natierlech geet och d'Exekutioun vun den Aarbechten am Verlaf vun der Jore virun an d'Bedürfnisse vum Land un öffentlechen Investissementer huele graduell of. Si verschwannen natierlech net, si verschwannen ni ganz, esou datt e bestëmmten Handlungsspillraum fir öffentlech Investitiounen muss erhale bleiwen. Ugesichts der wahrscheinlecher Entwécklung vun der Kontostänn vun de Fongen ass et awer esou, datt ee sech scho muss d'Fro stellen, ob mer dee ganzen, haut geplangten In-

vestitionsvolumen op Dauer packen, ouni op anere Plazen am Budget Aschränkunge virzehuelen.

Et schéngt mer evident ze sinn, datt mer deen héijen Investitionsniveau, dee liewenswichtig fir eis Wirtschaft ass, nëmme mëttel- a laangfristeg kënnen halen, wa mer erëm esou Progressiounen an eiem PIB kréie wéi Enn den 90er Joren - an hei muss een emol einfach dovun ausgoen, datt dat kaum wäert de Fall sinn -, oder ob ee muss op anere Plazen am Budget aspueren.

Ech wäert am Laf vu mengen Ausféierungen nach méi oft op dës, wat ech géif nennen, Réorientatioun vun dese Prioritéiten zrëckkommen.

Besonnesch interessant ass ganz sécher d'Evolution vum Beschäftigungsfong, iwwert deen de Chômage an déi vill Moosnamen zu Gonschte vun der Beschäftigung finanziert ginn. Ech erënneren drun, datt déi Erhéijung vun der Sozialcontributioun um Diesel, déi 2005 passéiert, dozou dëngt, deem Fong 20 Milliounen zousätzlech Recetten ze verschafen. 145 Milliounen vun deenen 285, déi en d'nächst Joer erakritt, stamen iwwerens aus där Contributioun, weider 90 Milliounen aus der Solidaritéitssteuer. De Fong gëtt 2005 338 Milliounen Euro aus. Dat si bal 30% méi wéi nach 2003.

Well mer wëssen, datt de Chômage och d'nächst Joer kaum wäert substanzuell erofgoen - Dir kennt déi ekonomesch Theorie, déi beseet, datt mer hei am Land iwwer 5% Wirtschaftswuesstum bräichten, fir datt et zu engem Réckgang vum Chômage kéim, an deen hu mer eben net -, kënne mer unhuelen, datt och d'Ausgabe vum Beschäftigungsfong net wäerte gebremst ginn. Ech weess och, datt et eng Rei Erklärungen fir dës sou genannten Okun-Theorie gëtt, déi ganz besonnesch och mat eiem Statut als Arbeitgeber um Niveau vun der Groussregion ze dinn huet. Nach mengen ech awer, datt dës Erklärungen net duer ginn, fir dës enorm Differenz an der Relatioun tëschent Wirtschaftswuesstum an Ofhuele vum Chômage par rapport zu eisen Nopeschlänner ze explizéieren.

Déi ongenügend Qualifikatioun vu ville Chômeuren hei zu Lëtzebuerg ass sécherlech an deem Kontext eng scho wesentlech méi iwwerzeugend Explikatioun.

Ech sinn der Meinung an der Iwwerzeugung, datt sech ugesichts vun deenen enormen Zuelen an Audit vum Beschäftigungsfong opdrängt. Déi immens Zuel vu Moosnamen an Initiativen, déi vun him finanziert ginn, an déi objektiv Entwécklung vun de Mouvementen op de Konte vum Fong loosse dat néideg erschéngen. Wa mer de Chômage net an de Grëff kréien, da riskéiert de Beschäftigungsfong op Dauer zu engem Faass ouni Buedem ze ginn. A fir d'Ausgaben net duerch e gréissert Lach, mä duerch en iwwersichtlechen Ausgang aus dem Fong erausfléissen ze loosse, sollt am Detail gepreift ginn, wat e fir wéi eng Zwecker an a wéi enge Betrëg ausgëtt. Hei schéngt et mer onbedéngt noutwendeg ze sinn, am Interessé par ailleurs vun allen interesséierte Parteien, méi Transparenz eranze kréien.

Här President, wéi all Joer ass och fir 2005 de sou genannte Sozialbudget eng wirklech Erausforderung, net nëmme well e 44% vun alle geplangte Staatsausgabe fir d'nächst Joer ausmécht - dat ass nämlech eng Proportioun, déi net méi héich ass wéi an aneren europäesche Länner mam Sozialstatsmodell och -, mä well de Sozialbudget zënter Joren eng Eegendynamik un den Dag leet,

déi riskéiert en aus dem Rad lafen ze loosse, wa mer en net méi prezis gefaasst kréien. Ech explizéiere mech.

De Sozialbudget fir 2004 gouf ëm ronn 150 Milliounen Euro dépaséiert, ouni datt d'Politik duerfir iergendeng Décisioun geholl hätt. D'Expansioun vum Aarbechtsmaart a vun der residenter Populatioun eleng huet dës Méiausgabe bewierkt, op déi d'Politik am Fong och keen Afloss huet. Natierlech affektéieren d'politesch Décisiounen d'Sozialausgabe vum Stat - ech erënneren hei drun, datt déi Cotisationserhéijung fir d'Krankekeesen, déi d'Generalversammlung vun der UCM virun zwou Woche beschloss huet, fir de Stat mat zousätzlechen Dépense vum iwwer 26 Milliounen Euro zu Buch schléit -, mä och ouni esou Décisiounen wüsst de Sozialbudget iwwert dat vun der Chamber gestëmmtent Mooss, an zwar all eenzelt Joer.

Krankekeesen- a Pensionscotisationsen esouwéi Kannergeld sinn déi gréisste Posten, déi ënnert dem Unzéie vum Aarbechtsmaart an d'Luucht ginn. Op där anerer Säit, an dat gesi mer jo och am Recettëbudget fir d'nächst Joer, bréngen zousätzlech Aarbechtsplazen och zousätzlech Recetten aus der Akomessteuer, an déi Leit, déi bei eis am Land wunnen, ginn och hiert Geld hei aus. Deemno sinn och steigend TVA-Recetten zum Beispill dermat verbonnen, datt mer netto all Joer e puer Dausend Leit zu Lëtzebuerg bäikréien, déi hei consomméieren.

Mä eng aner Entwécklung wéi déi objektiv Croissance vun der Sozialausgabe muss eis an deem Kontext dach Suerge maachen, well se déi Logik, no där méi Dépenses duerch e Wuesse vum Aarbechtsmaart och méi Recettë fir de Stat an enger bestëmmter Proportioun no sech zéien, relativéiert. Dës Entwécklung ass déi vun den Exportatiounen vun de sozialen Transferten, déi ëmmer méi staark an eis Nopeschlänner ginn. Dat ass virun allem op dat drastesch Usteige vun der Zuel vun de Frontalieren zrëckzeféieren.

Fir deenen hire stänneg wuessenden Undeel um Lëtzeburger Aarbechtsmaart ze verdäitlechen, wëll ech e puer Zuelen nennen. Vum Januar 2001 bis September 2004 ass den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ëm 12% gewuess, dat heescht, et hunn um Enn vun där Period 30.000 Aarbechtsplaze méi zu Lëtzebuerg existéiert wéi un hirem Ufank. An darselwechter Period ass awer d'Zuel vun de Frontalieren ëm 20.000 geklommen, vun 93.000 op 113.000, wat enger Augmentatioun vun 21% entsprécht. Zweek Drëttel vun deene geschafenen Aarbechtsplaze goufen an där Zäit mat Frontaliere besat. Dëst an d'lescht Joer si mer méi no bei enger Proportioun vun dräi Véirel. An d'Tendenz hält un - d'Frontaliere si méi disponibel an huelen éischer Plaze mat manner interessante Léin a Konditiounen, wéi déi Leit dat maachen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn.

De Frontalieren hir Dépense ginn awer virun allem do gemaach, wou déi Leit wunnen, also net hei zu Lëtzebuerg. Vun hirem Logement iwwer hir Liewensmëttel an aner Konsumausgabe bis zu der Visite beim Coiffeur an am Kino kann a muss een dervun ausgoen, datt déi méi attraktiv Präislandschaft ronderëm Lëtzebuerg d'Frontalieren derzou bréngt, och do hiert Geld auszeginn. Déi Recettë ginn deemno der Lëtzeburger Economie an dem Lëtzeburger Stat verluer, an d'Relatioun tëschent méi Dépenses a méi Recettë fir Lëtzebuerg gëtt verzunn: Bei de Frontalieren ergi sech Recetten nach aus der Akomessteuer an aus dem Konsum op de Lëtzeburger Tankstellen, awer soss keng an darselwechter Proportioun wéi dat bei de Residenten de Fall ass. Am Kloertext: D'Explosioun vun der Zuel vun de Frontalieren, déi ronn 40% vum

privaten Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ewell ausmaachen, kascht de Stat nettement méi, wéi se him zrëckbréngt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Um Niveau vun den Exportatiounen vun de Sozialtransferten, déi jo och am Konsum vun de Bénéficiairen hiren Néierschlag fannen, wëll ech och e puer Zuelen nennen, well déi absolut fir sech selwer schwätzen.

Zënter 1990 hu sech d'Transferten an d'Ausland vun deene grouse soziale Prestatiounen folgendermoossen entwéckelt: Krankekeesen a Pensionskeese bezuelen haut zéngmol méi an d'Ausland wéi nach 1990. Beim Kannergeld - déi Steigerung ass bal net nozevollzéien - ass et 275-mol méi wéi viru 14 Joer. An d'Tendenz vun der Kurv, déi dës Entwécklung beschreift, dauert un. 1990 goufe sozial Leeschtungen fir 70 Milliounen Euro an d'Ausland transferéiert. 2003 sinn et Leeschtungen fir bal 900 Milliounen, an d'Milliard dierft am Joer 2005 erreecht an dépaséiert ginn. Den Undeel vun den Exportatiounen an de Gesamtprestatiounen steigt an där ganzer Periode vun 9% op iwwer 21%.

Dës Zuele schwätzen, wéi ech fannen, eng méi ewéi däitlech Sprooch. An et ass nach net eriwier. Et ass eng Fro vun der Zäit, bis Lëtzebuerg ënnert dem Drock vun europäesche Regelen a Gerichtsuertheeler nach weider Deeler vu senger Sozialleeschungen muss fir den Export fräiginn. Do kéint een zum Beispill un d'Mammerent denken, deenen hir Bénéficiairen esou definéiert sinn, datt et musse Mamme vu Kanner sinn, déi zu Lëtzebuerg op d'Welt koumen. Dës Bestëmmung kéint liicht enger Décisioun vum europäesche Geriichtshaff zum Affair falen, no där dann d'Exportatioun vu Mammerenten de Käschtepunkt vun där Moossnam ëm e gudden Drëttel, wann net méi, kéint an d'Luucht driewen, ouni Retombéeë fir d'Lëtzeburger Economie an de Budget, well pensionéiert Fraen an der Grenzregion ganz sécher net vill zu Lëtzebuerg consomméieren.

Et heescht deemno opzepassen op de Sozialbudget, deen enger Dynamik follegt, déi sech dem politeschen Zougrëff entzitt. Ech hunn et scho gesot, an ech widerhuelen et: Bei deenen Erausforderungen, déi sech beispillsweis dem Investissementsbudget an deenen nächste véier oder fënnf Joer stellen, kënne mer net parallell och nach massiv steigend Sozialausgaben op d'Schëller huelen. Duerfir geet de kuerz- bis mëttelfristeg budgetäre Spillraum wuel ganz einfach net duer.

E geet iwwerens och net duer, fir dauerhaft an ëmmer méi Sozialpolitik op Felder ze bedriewen, déi sech eigentlech fir Ëmverdeelung net eegnen. Mir wäerten eis musse d'Fro stellen, ob mer zum Beispill op Dauer den Usagerë vum öffentlechen Transport net méi wéi déi 12% u Participatiounen musse ofverlaangen, déi se de Moment zum Financement vum öffentlechen Transport bäidroen. D'Fro stellt sech ganz eendäiteg, ob et gerechtfäerdig ass, datt quasi all déi Leit, déi exklusiv den öffentlechen Transport benotzen, dat fir nâischt oder fir e ganz symbolesche Bäitrag kënne maachen.

(Brouhaha général)

Den öffentlechen Transport kascht 2005 alles an allem bal 550 Milliounen Euro.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - E sollt dach gratis ginn!

(Interruptions)

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Do sinn 200 Milliounen fir Investissementer an d'Streckenetz abegraff. Dat ass e gewaltege Montant, deen op d'mannst an deem Deel, deen d'Fonctionnement betrëfft, misst op méi équitabel Manéier tëschent Benotzer a Stat opgedeelt sinn.

Et kënnt dobäi, dass no der Liberaliséierung am Wuerentransport spëtstens 2008 respektiv 2009 och eng Liberaliséierung am Persoune-verkéier kënnt, déi riskéiert déi verschidden öffentlech Bedreiwuer an en äusserst schwielegt konkurrenz-ziellt Ëmfeld ze drécken.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Lauschtert dem Rapporteur no!

(Interruptions diverses)

Une voix. - E seet awer Saachen, déi bal net ze gleewe sinn!

(Interruptions diverses)

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - An all Iwwerleeungen, déi zum öffentlechen Transport artikuliert ginn, soll een dëst Element net vergiessen, ganz besonnesch an der Diskussion ëm d'Zukunft vum Persouneverkéier.

(Interruptions)

Här President, fir datt ech net falsch verstane ginn: Ech sinn iwwerzeegt, dass um Niveau souwuel vun den Infrastrukture wéi och vum Matériel roulant e groussen No-huelbedarf hei am Land besteet, a mir kommen och net ëmhin en vue vun der Mise en musique vum IVL dës gewaltig Efforten um Niveau vum öffentlechen Transport ze maachen. Nach muss et awer erlaabt si sech d'Fro ze stellen, wéi mer mëttel- a laangfristeg dës enorm finanziell Laascht kënne packen, wann ee gläichzäiteg heiansdo d'Gefill huet, all dës Mesurë géifen nach net duergoen, fir vill méi Leit op den öffentlechen Transport ze kréien.

Mir mussen eis vläicht alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, froen, ob et net hei virun allem mol zu engem Mentalitéitswiessel an de Käpp vun de Leit misst kommen, ier se hiren Auto an der Garage loossen an op den öffentlechen Transport ëmklammen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de finanzielle Spillraum, iwwert dee mer verfugen, geet och net duer, fir op Dauer eng Subventionspolitik vun den alternativen Energien, virun allem der Fotovoltaik, ze bedreiwen, esou wéi mer dat bis den 31. Dezember dëst Joer maachen. Déi Subsidien, déi mer fir fotovoltaesch Anlagen ausginn, chiffrierte sech bis elo an deene verschiddene Budgeten op iwwer 65 Milliounen Euro, mä domat wäert et wahrscheinlech nach net gedoe sinn. D'Aspeisprämië wäerten nach eng Kéier spierbar zu Buch schloen, sou datt mer kënnen dervun ausgoen, datt méi oder weéneger 100 Milliounen Dépenses an dëser Saach erreecht an iwwerschratt ginn.

Dat Ganzt, fir zum Deel eng quasi industriell Stromproduktioun vun eenzelne Solarparkbedreiwuer matzefinanzéieren, déi domat Geld verdéngen, ouni datt et eiser nationaler Energieversuergung eppes bréngt: Mat allen haut genehmegten Anlagen - jo nach laang net all sinn se a Betrib - géif d'Fotovoltaik just e Véirels bis en hallwe Prozent vun der nationaler Stromversuergung ausmaachen. Dat bréngt eis am Kyoto-Bilan praktesch näischt, mä et huet iwwer dräi bis véier Budgetexercicë substanzuell Geld kascht. Esou generéis Usätz vum Lëtzebuerger Stat wäert et an Zukunft net méi kënne ginn. Et soll se och net méi ginn, well hei Reglementer hiert eigentlech gutt gemengt Zil verfeelt hunn an et erlaben, datt sech eenzel Persounen un enger staatlecher Politik beräicheren. D'Fotovoltaik ass eigentlech e gutt Beispill, wéi eng Iddi, déi am Usaz sécherlech richteg ass an déi d'Produktioun vun alternativen Energien ënnerstëtzt, duerch en onkohärent Exekutionsreglement zu engem finanziellen Faass ouni Buedem riskéiert ze ginn.

Och hei, Här President, wëll ech net falsch verstane ginn,

d'Entwécklung vun alternativen Energië muss och an eise Land weider gedriwwen ginn, dëst allerdéngs an engem kloer definéierte juristeschen a finanzielle Kader. Bei all deenen Iwwerleeungen soll een och aner, vläicht manner kostspieleg energiespuerend Moossnamen net aus den Ae verléieren, wéi zum Beispill d'thermesch Isolatiounen an d'Sanéierung vun alen Haiser, déi sécherlech och kënne Resultater um Niveau vum Energiespuere bréngen, dëst zu engem wesentlech méi gerénge Käschtepunkt.

(Brouhaha général)

Här President, ier ech dann zu de Volete Finanzplaz a Gemeengefinanze kommen, nach e puer Wuert zu de Bauten. Mir bauen zu Lëtzebuerg ze deier an ze lues. Dat ass eng Tatsaach, där mer eis musse bewosst sinn, wa mer wëllen eppes drun änneren. Déi endemesch Dépassementer vun de Bautekreditte, déi d'Chamber stëmmt, sinn an där Hinsicht genee esou problematesch wéi d'Käschte vum Bau selwer an d'Héicht vun den Ënnerhaltskäschten, déi bis haut eng völeg ongenügend Berücksichtigung an den initiale Projete fonnt hunn.

Ech wëll an deem Kontext explizit begrëssen, datt d'Finanzkontrollkommissioun, zesumme mam Bauminister Claude Wiseler, derbäi ass nei Prozeduren ze definéieren, déi et sollen erlabe manner deier a méi séier ze bauen. An Zukunft soll et zwee Voten zu engem Bauprojekt ginn, woubäi en éischten e Planungsvote ass, nodeems eréischt den detailléierten Devis opgrond vun engem prezise Projet soll etabléiert ginn. Dësen Devis muss menger Meinung no och d'Honoraire vun Ingenieuren an Architekten verflüchtend festhalen. Déi dierfen net am Kader vun Dépassementer mat wuessen. Et ass net ze toleréieren, datt sech aus deels heftegen Dépassementer och nach Méiannahme fir Leit erginn, déi am Fong hir Aarbecht net vollkommegemaach hunn, well soss wier et net zu den Dépassementer komm - op d'mannst net a vergläichbarem Mooss.

An engem zweete Vote gëtt dann den definitive Projet mat sengem voraussichtleche Käschtepunkt gestëmmt. Sollt deen iwwerschratt ginn, muss d'Finanzkontrollkommissioun befaasst ginn a sech d'accord erklären.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Op eng aner Manéier ass dat permanent Iwwerschreide vu Baukreditte, dat och der Öffentlechkeet kaum nach ze rechtfäerdegend ass, net anzédammen. A mir kënnen eis et ganz einfach och objektiv net méi leeschten, Dépassementer einfach esou hinzehuelen. Eis Mëtle sinn net onbegrenzt an doraus ergëtt sech noutwendegerweis e vill méi prononcéiert Moosshale bei deene staatlechen Ausgaben, déi eis mëttelfristeg am meeschte wäerte belasteschen, nämlech deene vun den öffentleche Bauten an Investitiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn a mengem schrëftleche Rapport der Finanzplaz Lëtzebuerg e Kapitel gewidmet, well an eise Land villes vun der Gesondheet an der Leeschtungsfaegkeet vum Finanzzentrum ofhänkt. Ech si schonn op déi grouss Dépandancen agaangen, déi eise Budget a Saache Kollektivitéitssteuer - an also och a Saache Gewerbesteier - vun der Finanzplaz huet. Fakt ass allerdéngs, datt Lëtzebuerg nach a méi Hisiichten dovun ofhänkt, ob et eiser Finanzplaz gutt geet. Grond genuch, sech e bësse méi agoend mat hir ze befaassen.

D'Finanzplaz erwirtschaft ronn e Véirel vun eise nationale Räichtum. Si beschäftegt 10% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg am Privatssektor schaffen, a si ass zoustänneg fir bal 80% vun de Betribssteieren, déi mer anzéien.

De Lëtzebuerger Finanzzentrum ass weltwäit d'Nummer aacht. Bei der Fongenindustrie ass de Ranking souguer nach e gudde Krack besser, do steet Lëtzebuerg ëmmer op zweeter oder drëtter Plaz weltwäit - hannernt de Vereenegte Staten. Op esou enger Plaz laascht natierlech e gewëssen Drock. Erfollegsdrock fir d'Acteure vun der Plaz, Erhaltungsdrock fir déi, déi de politeschen Encadrement dervun ze besuergen hunn. Alles an allem ass e weltwäit féierende Finanzzentrum eng Chance an eng Belaaschtung - an et ass d'Aufgab vun der Politik, d'Chancen esou auszugestalten, datt d'Belaaschtung net problematesch gëtt. Genee do läit och déi grouss Erausforderung fir d'Zukunft.

Als Steiergenerator ass d'Finanzplaz net ze schloen, 80% vun der Kollektivitéitssteuer - dat sinn ëm déi 850 Milliounen Euro - ginn an de Betriber vun der Lëtzebuerger Finanzwelt erschafft. Genee esou 400 Milliounen Euro Taxe d'abonnement an e gudden Deel vun der Verméigens- an der Enregistrementsteuer, soe mer mol nach eng Kéier 300 bis 350 Milliounen Euro. Selbstverständlech kënnt d'Akomessteuer vun de Beschäftegten derbäi - reng statistesch kéint ee vun engem Zéngtel vun der Gesamtrecette an deem Beräich ausgoen, also ronn 140 Milliounen Euro. Dobäi hu mer keng Retenue à la source, keng Tantiémesteier a keng TVA berücksichtegt a landen dach bei 1,7 Milliarden Euro, bal e Véirel vun de Steuerrecettë vun eise Land, déi reng aus der Aktivitéit vun der Finanzplaz resultéieren. Esou e Sektour muss der Politik deemno ganz besonnesch intensiv um Härz leien. An et ass net falsch ze behaupten, datt d'Finanzplaz dat zënter de 60er Joren, wou se hir éischt Prouessen op de Parquet geluecht huet, och ëmmer gemaach huet.

Well d'Finanzplaz Lëtzebuerg awer an Europa an doriwwer eraus engem gewëssenen Drock ausgesat ass, dee sech aus ville Facteuren ergëtt, kënnt der Promotioun vun dësem Zentrum eng ganz speziell Bedeitung zou. Net nëmmen hu mer et regelméisseg mat europäeschen Harmoniséierungsbestriewungen ze dinn, déi net ëmmer an déi Richtung lafen, déi fir d'Vitalitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz déi bescht ass, mä eis Plaz befënnt sech doriwwer eraus an direkter Konkurrenz mat anere Finanzzentren, wéi zum Beispill Dublin, London oder de Kanalinselen - fir der just e puer ze nennen, déi no bäi sinn -, a muss sech also an deem Kontext behaupten. Doraus ergëtt sech eng permanent Noutwendegkeet, fir d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz a vun deenen hire Rahmbedingungen, an deene se funktionéiert, ze verbesseren.

Elo kënne mer zu dësem Zäitpunkt vum Joer 2004 feststellen, datt et souwuel de Banken, wéi der Fongenindustrie, wéi och deenen aneren Deeler vum Finanzsektor zu Lëtzebuerg nees ufänkt besser ze goen. D'Beschäftegung hält zënter dësem Hierscht nees licht zou, d'Bilanzsommen ënnerleie kengem Negativtrend an d'Aktive vun de Fonge ginn nach weider an d'Luucht. Mä net alles, wat hei schéngt ze blénken, ass och aus Edelmetall.

Esou konnt zum Beispill bei der Beschäftegung am Finanzsektor den Trend no ënnen ëmgedrëit ginn, mä d'Beschäftigungszuele leien haut no wéi vir ënnert dem Rekordniveau vum Ufank vun dësem Jorzéngt. D'Zuel vun de Banken op der Plaz situéiert sech awer just nach licht iwwer 160, wat virun allem op Fusiounen an Acquisitiounen an deem Beräich zréckzuféieren ass, mä et bleift, datt keng nei Banke méi heihinner kommen. Och

bei de Fongen, deenen hir Aktiven en Total vun 1.059 Milliarden Euro Enn September 2004 ausgemaach hunn, ass et esou, datt de Spillraum no uewen net méi onbegrenzt ass. D'Finanzplaz, déi e grousser Räifegrad erreecht huet, beweegt sech op d'Grenze vun hirer Expansionsfaegkeet zou.

Nun ass et awer esou, datt an engem dynameschen, international ënner grousssem Kompetitiionsdrock stoende Sektour eng Stagnatioun keng Optioun ass. Stagnatioun ass faktesch gläichbedeidend mat Regressioun. Wann et net méi no vir geet, wa keng attraktiv Zukunftsperspektive méi kënne vermëttelt ginn, wann de Standuert Lëtzebuerg net iwwerzeegend an d'Welt erausstrahlt als eng Plaz, wou d'Zukunft stattfënnt, dann evoluéiert eise Finanzzentrum éischter no ënnen ewéi bis elo. Mir brauchen deemno eng Wuesstumspektiv. A wann déi net aus méi Banken a méi Milliarden an de Fonge ka gestréckt ginn, da musse mer op Terrainen auswäichen, wou qualitative Wuesstum méiglech ass a konsequent kann ugestriift ginn.

Ech gesinn hei virun allem zwee Felder, déi ze bestelle sinn. Dat ass zum engem dat vun der Regulatioun vun den Aktivitéite vum Finanzzentrum, wou mer net dierfen de Feeler maachen an an en totalen Excès falen, well deen Aktivitéiten ofwiergt, amplaz se ze förderen. An anerersäits ass et den europäesche Standuert vu relevanter an international beuechter Recherche am Finanzberäich, duerch déi eis Finanzplaz den néidegen akademesche Réckgrat kritt an déi e stänneg Bättrag zur Entwécklung vun neien, zukunftssträchtege Finanzprodukte leescht.

Et ass zu Lëtzebuerg mëttlerweil méi schwéier fir e Kont opzemaachen, wéi op der Kreissparkasse zu Wittlich oder beim Crédit agricole zu Diddenewen. Esou eppes ass op Dauer der Attraktivitéit vun der Finanzplaz ofträglech. Datt mer eis zu Lëtzebuerg konsequent drëm beméien, eng propper Finanzplaz ze hunn, op där de Blanchiment bekämpft gëtt, an déi duerfir och net fir Finanzbewegunge ronderëm all méiglech kriminell Machenschaften zur Verfügung steet, muss mat enger verstänneger Reguléierung kompatibel bleiwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et geet einfach drëms, fir net an Exzesser ze verfalen, déi aktuell a potenziell Clientë sou wéi och nei Acteure vun eiser Finanzplaz ewechhalen. Et ass net normal, Dir Dammen an Dir Hären, datt ee Client, deen aus engem vun deenen eemolegen Ostblockländer kënnt, et praktesch onméiglech gemaach kritt e Kont op enger lëtzebuergerescher Bank opzemaachen. Et ass net normal, datt dës Leit, déi jo awer net alleguerte Wäisswäscher an Terroriste sinn, awer quasi esou vu ville vun eisen Acteuren vun der Bankeplaz behandelt ginn.

Et ass och net normal, datt een neierdéngs muss uginn, ob een en Deputéierten oder ee Gemengerot perséinlech kennt, wann een e Kont wëllt opmaachen, just well iergendeen d'Konzept vun der sou genantener „politically exposed person“ erfonnt huet, dat mir nees eng Kéier vill méi äerdeg ëmsetze wéi déi aner Finanzzentren.

(Brouhaha général)

Am Résumé: Wann d'Politik ronderëm de Finanzzentrum méi helleg wëllt...

M. Henri Grethen (DP). - Här President, mir sinn opgereegt, well de Rapporteur ass amgaangen de Budgetminister ze attackéieren.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Neen, Här Grethen, reegt lech net op, well et war d'Europäesch Unioun an den Ecofin, an deem Dir och soutzt.

M. Henri Grethen (DP). - Mä wie setzt et ëm? Wie setzt et hei ëm, wann et zu Wittlich net ëmgesat gëtt an zu Arel?

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, wann den Här Grethen sech berouegt huet, da kann ech vläicht virufueren.

M. Henri Grethen (DP). - Ma Dir kënnt roueg virufueren, mä Dir reegt mech schrecklech op.

(Hilarité)

An ech hu schonn héije Bluttdrock.

M. le Président. - Wann Der dem Rapporteur eng Fro wëllt stellen, da stellt se.

(Brouhaha général)

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Am Résumé: Wann d'Politik ronderëm de Finanzzentrum wëllt méi helleg si wéi de Poopst, da schuede mer eis just. Dat hu mer rezentenweis beim Gesetz iwwert de Blanchiment gesinn, wou sollt eng quasi generell Infraktioun geschaf ginn, déi just mat Onwësse vu Bankbeschäftegten ze di gehat hätt. D'Chamber huet dat gekippt, mä et bleift, datt ëmmer nees esou Initiative geholl ginn, vun deene kee Mënsch zu Lëtzebuerg eppes huet - déi aner Finanzzentren an Europa awer séier wuel!

Dobäi kënnt, dass eng Iwwerréglamentatioun och zu Panik bei deene betraffene Leit am Finanz- a Bankesektour féiert, déi musse befäerten, bei all Ouverture de compte mat engem Fouss am Prisong ze stoen. Och dëst dréit sécherlech net zu deem Vertrauensverhältnis bäi, wat misst zwëschent den Acteuren vun der Finanz- a Bankeplaz par rapport zu hire Clientë bestoen.

Mir brauchen deemno eng „better regulation“ am Sënn vu méi realistesch, méi pragmatescher Regulatioun, wéi mer se ëmmer haten. Nëmme esou kann de Finanzzentrum kompetitiv bleiwen, an nëmmen esou kënne mer an der Finanzwelt eescht geholl ginn. All Acteuren, d'Politik, d'Verwaltungen, d'CSSF, d'Banke selwer, sinn hei gefuerdert, fir zesummen dee Grad vu Regulatioun ze schafen, deen eng propper Finanzplaz garantéiert, déi international awer konkurrenzfaeg bleift.

Mäin zweete Punkt ass dann dee vun der Luxembourg School of Finance als akademesch Réckgrat vun engem héich entwéckelten, mat komplexe Mechanisme funktionéierende Finanzzentrum. Et ass schonn dacks gesot ginn an et stëmmt: Eng weltwäit méi matféierend Finanzplaz kann net nëmmen op Basis vu prakteschen Impulser aus Politik a Wirtschaft funktionéieren. Esou eng Plaz brauch en Iddiëlaboratoire, an deem Recherche bedriwwen, iwwer Produkter nogeduecht, neier entwéckelt an aler verbessert ginn. An dësem Iddiëlaboratoire musse Chercheuren aus der Finanzwelt regelméisseg transitéieren an duerch hir Presenz zu Lëtzebuerg eiser Plaz hir international Unerkennung verstärken.

Ech hunn a mengem schrëftleche Rapport op d'Initiativ vu Liechtenstein higewisen, déi all Joer eng héichkaräteg besate Konferenz organiséieren, wou d'Décideuren aus der Finanzwelt zesumme kommen, wat zu der internationaler Réputatioun vun dësem Land sécherlech wesentlech bäidréit.

Et ass esou e Laboratoire vun der internationaler Finanz, deen e qualitative Wuesstum vun eiser Plaz ka fördern an ukuerbelen. Vun do kann ee sech nei Impulser erwaarden a vun do kënnen Uregungen ausgoen, déi der Politik an der Bankewelt als solcher net afalen. Mä dëse Laboratoire ass d'Luxembourg School of Finance nach net.

D'Luxembourg School of Finance huet en Oprag, deen aus Enseignement a Recherche besteet. Elo muss op deen zweete Piliër, op dee vun der Recherche, déi Prioritéit geluecht ginn, déi an Terme vu Ressourcen a vun erwünschtem Output néideg ass. Dat ass e Prozess, deen nees eng Kéier muss vu verschiddener Säit an d'Gäng bruecht an zum Zil gefouert ginn. D'Politik, notamment d'Héichschoulpolitik ass hei gefuerdert, awer och d'Welt vun de Banken an deenen anere Professionelle vun der Finanzplaz; déi mussen derzou bäidroen, datt eng Missioun fir d'Luxembourg School of Finance kann definéiert an e Statement formuléiert ginn, un deem sech hir zukünfteg Aktivitéit dann orientéiert.

Et bleift mer, Här President, och nach eng Kéier am spezifische Kontext vun der Finanzplaz, op d'Noutwendegkeet hinzewiesen, eis Betriebssteieren esou ze gestalten, datt se an e verstärkten internationale Promotiounseffort erapassen. Et kritt een haut kengem potenziellen Investor méi erkläert, Lëtzebuerg wier en europäeschen Dramstanduert, wann een em da muss soen, mir hätten awer eng Betriebsbesteuerung vun iwwer 30%. Bis een deem Mënsch erkläert huet, datt awer un der Assiette ka gebastelt ginn an datt et Regele ginn an datt een och déi Saach ka méi favorabel aménagéieren, huet deen opgehal mat nolauschten. Dowéinst drängt sech séier eng Reflexioun iwwer eng Reduktioun vum Taux vum IRC a sengen ugeschlossenen Instrumenter op.

An dee Kontext gehéiert och d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer an d'Aféiere vun enger befreiender Retenue à la source vun 10% op Kapitalertrëg fir Résidenten, déi Lëtzebuerg als Residenzland fir Leit mat grössere Fortunen interessant mécht. Wann där sou genannter „high net worth individuals“ sech zu Lëtzebuerg néierloossen - mir dierfen allerdéngs déi Facilitéit net op EU-Bierger beschränken -, da kënnen dat duerchaus och Décideuren aus Finanz an Industrie sinn, deenen hir Presenz zu Lëtzebuerg och d'Bedeutung vun hirem Lëtzeburger Wirtschaftsstanduert nees géif bekräften.

(Interruptions)

Ech kéim dann, Här President, zu mengem leschte Kapitel, an zwar zu deem vun de Gemeengefinanzen. Well dat jo e Sujet ass, dee méi oder manner opgereeget a ville Gemengen diskutéiert gëtt, wëll ech versiche mat enger geraffter Argumentatioun an esou vill Optiounen virzegoen, datt kee mer kann ënnerstellen, nëmmen een Deel vun der Realitéit berücksichtegt ze hunn. Eng Saach ass a bleift awer kloer, ob se elo gär gehéiert gëtt oder net: Eng Reform vun de Gemeengefinanzen drängt sech op a si ass mat der aktueller Gemenglandschaft net méiglech. Wat sech doraus fir Konsequenzen erginn, misst eigentlech jiddferengem kloer sinn.

Am Résumé stellt sech d'Situatioun vun de Gemeengefinanze folgendermoossen duer. D'Recetten aus der Gewerbesteier si grad esou rückleefeg wéi déi aus der Kollektivitéitssteuer, wat net anescht ka sinn, well zënter der Reform vun 2002 déi zwou Steieren déiselwecht Assiette bei de Kapitalgesellschaften hunn. D'Dotatiounen iwwert de Fonds communal de dotation financière huelen zou, wat doru läit, datt de Stat signifikant Progressiounen bei de Recetten aus der Akommessteuer an der TVA ka verbuchen. An den Undeel vun der Grondsteuer un de Gemengerecetten - knapps 2% vun den net affektéierte Ressourcen - ass verschwannend kleng, sou datt dës Steuer an hirem aktuellen Zouschnëtt kee Bäitrag zu enger finanzieller Besserstellung vun de Gemenge kann duerstellen.

D'Gewerbesteier mécht tëschent 40% a 50% vun de Recettë vun de Lëtzeburger Gemengen aus. De Rescht ass, um Niveau vun den net affektéierte Ressourcen, praktesch eleng d'Dotatioun aus dem Fonds communal de dotation financière. E puer Zuelen zur Illustratioun: D'Gewerbesteier erbréngt landeswäit iwwer 400 Milliounen Euro, de Fonds communal de dotation financière gëtt mat iwwer 500 Milliounen gespeist, déi dann un d'Gemenge fléissen. D'Grondsteuer mécht e landeswäit Produkt vu ronn 25 Milliounen Euro aus. 900 géint 25 - dës Relatioun ass kloer. Zum Verglach: A Groussbritannien ass d'Grondsteuer déi eenzeg Steuer, aus där d'Gemengen autonom Recetten zéien. An Däitschland mécht se ëmmerhin 6% aus, a Frankräich an an der Belsch si mer schon iwwer 15%. Zu Lëtzebuerg sinn et 2%. Souvill zur autonomen Gestaltung vun enger Steuer, déi integral an den Hänn vun de Gemengen ass.

Aus där heier Duerstellung ergëtt sech eng grouss Ofhängegkeet vun de Gemenge vun enger Steuer, där hir Zukunft net noutwendegerweis roseg ass. Dat ass d'Gewerbesteier. An der Logik vun enger méi wirtschaftsfreundlecher Besteuerung wëllt ech da folgend Reflexiounen maachen. D'Gemengen hanken an engem ze vill grouse Mooss vun dëser Steuer of, där hir Zukunftsperspektiven, wéi ech et schonn e puermol gesot hunn, net schrecklech sécher sinn. Wann d'Gewerbesteier och nach net richtig méi no uewe kann évoluéieren, well ëmmer manner Betriber ëmmer manner dovu bezuelen a se parallell derzou en Deel vun där steierlecher Gesamtbelaaschtung vun de Betriber ausmécht, déi mer esou schwéier no bausse verkaaft kréien - mat der Gewerbesteier an der Solidaritéitssteuer am Taux dra leie mer an der Europäescher Unioun mëttlerweil just nach op der 18. Plaz -, da misste mer se reforméieren.

Ech proposéieren an där Hinsicht a mengem schrëftleche Rapport, datt d'Gewerbesteier soll, graff gesinn, op d'Halschent vun hirem aktuelle Saz reduzéiert ginn. Dat geet entweder iwwer en national eenheetlechen Taux vu véier Prozentpunkten, dee sech op den IRC grefféiert, oder awer iwwert d'Reduktioun vum heitegen Taux d'assiette vun 3% op dann nach 1,5%. An där zweeter Logik léich se da bei 3,75 Prozentpunkte mat engem Hebesaz vun 250%.

De Produit vum Impôt commercial communal misst dann natierlech verdeelt ginn. Do gesinn ech dräi Optiounen. Entweder d'Gemengen, an deenen dësen Impôt erwirtschaft gëtt, behalen e ganz - dat ass déi Variant vum maximale kommunalen Intéressement un der wirtschaftlecher Aktivitéit op hirem Territoire. Oder awer e gëtt un d'Regionalfong verséiert mat deenen d'Investissementen am Intérêt vu méi Gemenge finanziéiert ginn - dat ass eng méi planeresch konsequent Variant. Oder awer et bleift alles beim Alen, also bei der aktueller Péréquatioun, an et geschéich eng Ëmverdeelung, wéi mer se och haut kennen, no deeneselwechte Regeln. Ech perséinlech - ech verstopp den dat net - hunn eng Präferenz fir déi éischt Variant, déi allerdéngs och eng aner Gemenglandschaft viraussetzt. Dozou kommen ech nach.

Wann dat esou géing, dann entsténgt - ouni elo eng verbessert Steiormoral a méi wirtschaftlech Aktivitéit viraus wëllen ze soen, déi sech prinzipiell aus enger spierbarer Reduktioun vun der Betriebsbesteuerung misst erginn - en Déchet fiscal vu ronn 225 Milliounen Euro um Stand vun 2005. An déi missten éirens anescht erakommen, fir datt d'Gemengen op hirem aktuelle Recettenniveau kéinte bliwen. Meng Präferenz zum Zweck vun der Kompensatioun geet eendeiteg a Richtung vun där Reform vun der Grondsteuer, déi ech elo gläich wëll

skizzéieren. Ech behaupten och, datt do genuch Spillraum besteet, fir de substanziiellen Deel vun der Gewerbesteier ze kompenséieren. Mä do virdru maachen ech, fir komplett ze sinn, eng Iwwerleeung zu engem reforméierte Fonds communal de dotation financière, wou och Kompensatiounsmëttele kéinten hierkommen.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Fonds communal de dotation financière gëtt haut alimentéiert vun der Akommessteuer, der TVA, der Autossteuer an engem forfaitairen Zousatzbetrag. Wann een d'Participatioussatz - 18% fir d'Akommessteuer, 10% fir d'TVA, 20% fir d'Autossteuer - géif unhiewen, da besténg d'Méiglechkeet, fir eng Rei Milliounen Euro zousätzlech eranzehuelen. Datselwecht wier wouer, wann ee géif en Deel vun den Accisen - och zum Beispill 10% oder 15% - an de Fonds communal de dotation financière fléisse loosser. Dobäi géif een dann dovun ausgoen, datt deene Gemengen en Deel vum Produkt vun där Steuer zousteet, déi am Wesentlechen aus dem Tanktourismus resultéiert, dee sengersäits déi Auswirkungen op d'Liewensqualitéit an deene betraffene Gemengen huet, déi mer kennen.

Mä am sënnvollste wier et nach, fir eng weider Alimentatioun vum Fonds communal de dotation financière duerch eng Participatioun un neie Steiere sécherzestellen, u Steieren, déi et haut nach net gëtt. Domat mengen ech d'Retenue à la source souwuel fir EU-Bierger, vun där hirem Produkt eis e Véirel zousteet, an déiselwecht Retenue fir Résidenten zu Lëtzebuerg, déi soll geschafe ginn. Op déi Manéier entsténg dem Stat trotz enger méi héijer Dotatioun vum Fonds communal de dotation financière keng Moins-value par rapport zur Situation vun haut, well jo keng bestoend Steuer déviéiert géif ginn.

Da bleift also eng méiglech Reform vun der Grondsteuer. Wann déi virdräi- oder vervierfacht géif ginn, dann hätt nach kee Stot am Land e reelle Problem mat er...

(Brouhaha général)

...mä am plaz 25 Milliounen Euro kéime schonn emol 100 Milliounen Euro eran. Da géifen zur Kompensatioun vun engem ICC-Feelbetrag vun 225 Milliounen der just nach 100 feelen. A wann een dann nach géif d'öffentlech Gebaier der Grondsteuer ënnerwerfen, a se als Steuerinstrument um Logementsmaart spekulatiounshemmend asetzen, da géif sech nach en neneswäert méi héije Produit erginn. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt et muss séier zu enger Reform vun der Grondsteuer kommen. Hir Berechnungsgrundlag muss de Realitéit vun haut ugepasst ginn, d'Valeur unitaire muss no uewe gezu ginn. Bien entendu muss och den Ennerscheid tëschent bebaute oder bebaubarem an net bebaubarem Terrain an deem Kontext erhalte bliwen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mä d'Dréinen un der Schrauf vun der Grondsteuer ass eng Moosnam, déi integral der Gemeengenautonomie Rechnung dréit, well et eng reng kommunal Steuer ass, an zousätzlech och nach e Feelbetrag aus enger wirtschaftsfreundlecher Reform vum Impôt commercial communal kéint wäitgoend kompenséieren. Dat soll deemno geschéien, an zwar zimlech zügig. Et géif och dem Text vum Koalitionsaccord entsprechen - sief emol niewebäi bemierkt.

Natierlech, ech hunn et scho gesot, mécht eng Reform vun de kommunale Finanzen, wéi ech se skizzéiert hunn, kee Sënn mat 118

oder 116 Gemenge mat 3.400 Awunner am Schnëtt. Déi 40 Gemengen ënner 1.000 Awunner, déi 70 ënner 2.000, déi hunn déi kritesch Masse net, fir sënnvoll kënnen op ekonomeschem Plang ze wirken, a se hunn och net déi Gréisst fir eng méi relevant Roll ze spillen.

Wann een eng Reform vun de Gemeengefinanzen uviséiert, muss ee parallell wëllen d'Ausgesi vun der administrativer Kaart vu Lëtzebuerg änneren. Eng kommunal Finanzreform, déi vun autonome Gemengen ausgeet, muss als Basis ekonomesch viabel Gemengen hunn. Déi, déi sech haut net finanzéiert kréien, kréie sech och no enger Reform vun de Gemeengefinanzen net finanzéiert. Kommunal Autonomie fänkt bei de Finanzen un. Déi Gemengen, déi keng finanziell Autonomie hunn, hunn am Fong guer keng Autonomie. Dat weess all Buergermeeschter, dee mat sengem jährléche Budget e Sekretär an e Receveur bezuelt kritt an nach kann 200 Meter Strooss frësch maachen. Eng Reform vun de Gemeengefinanze setzt Gemenge viraus, déi finanziell kënnen autonom sinn. Ënner 3.000 Awunner am ländleche Raum, an duebel esou vill am méi urbane Raum, do ass dat net dran.

Eng Diskussioun, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Gemeengefinanze kann een awer net lassgeléist gesi vun der Ëmsetzung vum IVL, déi jo och eng Reorganisatioun vun de Gemenge virgesäit. Nach mengen ech awer, dass zum Beispill um Niveau vun der Grondsteuer eng Reform elo scho kann op d'Schinne gesat ginn, an ech erënnere do och un déi Motioun, déi an der leschter Legislaturperiod scho vun dëser Chamber ugehall ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. De Budgetsprojert fir 2005, wéi d'Regierung e virgeluecht huet, a wéi d'Finanzkommissioun an hire Rapporteur e konnte fir dës Rapport analyséieren a verschaffen, ass een, dee vill Froen opwërf, mä gläichzäiteg awer eng ganz Partie bekannten a vertrauten Äntwerte liwwert.

An der Rubrik vun den Äntwerte kënnen mer nees eng Kéier feststellen, datt déi grouss Equilibre vun den öffentleche Finanzen sech halen. Dat geet net vum selwen, mä ass d'Resultat vun enger iwwer Jore systematesch gefouerter Budgets- a Finanzpolitik, déi op Virsiicht a Wäitbléck opgebaut war. Dat ass se och haut nach.

No de Jore vu séier gehemmtem Wuesstum tëschent 2001 an 2003 komme mer am lafende Joer an 2005 nees an eng Phas vu gréisserer wirtschaftlecher Dynamik. Déi Dallsuel, déi do huet missen duerschrafft ginn, hu mer ouni Aschnëtter an de grouse budgetären Aggregator gepackt, well an deene bessere Jore konsequent Reserven ugeluecht a budgetär Mëttelen op d'Säit geluecht goufen, fir an enger méi dréchener Zäit d'Handlungsfäegkeet vun der Politik ze erhalen.

Dës Handlungsfäegkeet ass tatsächlech erhalte bliwwen, och wa sech haut Froen iwwer zukünfteg Choixen opdrängen. D'Budgete konnten tëschent 2001 an 2004 kontinuierlech am Volumen zouhuelen, wat d'Ofséchierung vum Investitiounsprogramm vum Stat grad esou erlaabt huet wéi e konstant ganz héije Grad vu sozialer Sécherheet a Versuergung.

Souguer mat der neier Schold, déi 2005 wäert opgehall ginn, also mat deenen 200 Milliounen Euro fir Investissementen an d'Schinnen an an d'Stroossen, situéiert sech eis Statsschold nach wie vor op engem niddregen Niveau. Mat just licht iwwer 2% vum PIB ass eis Schold quasi négligeabel an d'Verscholdungscapacitéit vum Stat fir d'Zukunft intakt.

De Budgetsprojert fir 2005 selwer weist en Defizit op, dee sech mat ronn 300 Milliounen Euro - ouni d'Ausgabe vun de Fongen anzurechnen - bei 1,2% vum PIB usiedelt, wat integral konform ass mam europäesche Stabilitéitspakt. Souguer mat den Ausgabe vun de Fonge läit eisen Defizit bei 3% - an déi Gelder, déi do ausgi ginn, si bekanntlech Reserven an net geléinte Suen, wat déi 3-Prozent-Betruechtungsweis muss relativéieren.

Allerdéngs stelle sech trotzdem fir 2005 an doriwwer eraus Froen zu de mëttel- a laangfristige Budgetperspektive bei gläichbleiwenden Ausgaben an enger net gebremster Dynamik vun den Dépensen. D'Fongen, ech hunn et gesot, falen 2006 schonn an e Finanzéierungsbedürfnis, wann net weiderhin all Joer 200 Milliounen Euro geléint ginn. Dann hätte se Enn 2008 e Lach vun enger Milliard Euro. Bei gläichbleiwende budgetären Dotatiounen un d'Fongen, déi schonn immens héich leien, muss mer deemno 2006, 2007 an 2008 jee-weils 200 Milliounen léinen, fir d'Fongen ze speisen an den Investitiounsprogramm weiderlafen ze loosser.

Zwar hunn ech gesot, eis Verscholdungscapacitéit wier intakt, an dat stëmmt och. Allerdéngs ass et keen Zil Scholden ze maachen. Wa se fir Investissementer néideg sinn, da muss ee se op sech huelen, awer gläichzäiteg e schaarfe Bléck op de gesamte Budget werfen, fir erauszefannen, wou kënn gespuert ginn. Well ech wëll trotz alle Méiglechkeete virun enger Verscholdungslogik, déi sech mëttel- a laangfristeg géif verfestegen, warnen.

Den amerikanesche President Franklin Delano Roosevelt huet zu deem Thema gesot: „Any government, like any family, can for a year spend a little more than it earns. But you and I know that a continuation of that habit means the poorhouse.“

Eng längerfristeg Verscholdungsdynamik ass geféierlech. Si féiert zu engem héije Scholdestand an zu entspreche Räckzuelungen. A wann een, wéi eis Nopeschlänner, 10, 20, oder esouguer 30% vun de jährléche Budgetrecetten op eemol an de Scholdestand schot muss investéieren, da verléiert ee seng politesch Handlungsfäegkeet. Do si mer nach net, mä mir sollten et vermeiden dohinner ze kommen.

Eis Recettë klammen zwar weider, mä hir Struktur seet eis, datt mer un d'Grenze vum Wuesstum op deem Niveau stoussen. Méi Recetten ergi sech nach aus der Croissance vum Aarbechtsmaart, um Niveau vun der Lounsteuer an der TVA, wéinst deem bestänneg wuessende Konsum, an aus der Presenz zu Lëtzebuerg vun e puer groussen Internethändler, déi substanziiell Zommen an TVA bezuelen, an déi net vum selwen heihinner komm sinn, wat een op dëser Tribün emol nach eng Kéier soll ënnersträichen.

Déi aner steigend Recettë sinn zum Deel verbonne mat steigenden Dépensen. Ech erënnere hei un d'Relatioun tëschent de Recetten aus den Accisen an de Verflüchtungen ënnert dem Protokoll vu Kyoto. A schliesslech bewierkt d'Struktur vum Wuesstum vum Aarbechtsmaart eng ëmmer méi ëmfaangräich Exportatioun vu sozialen Transferten an domat d'Offléisse vu Geldmëttelen, déi net oder net genuch an de Konsum zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

Déi eegen Dynamik vun de Sozialausgaben, déi aus dem Wuesstum vum Aarbechtsmaart zwanghaft resultéiert, ass e weidere Facteur, dee mer an der budgetärer Prioritéitstellung an de kommende Joren am A ze behalen hunn.

Alles an allem hu mer eng Situation erreecht, Dir Dammen an Dir Hären, an där däitlech gëtt, datt

Lëtzebuerg net méi alles kann, well och eis Ressourcen net onbegrenzt sinn. An deem Zesummenhank muss de Stat sech d'Fro stellen, musse mer eis all zesummen am politesche Raum d'Fro stellen, wéi mer an Zukunft eis Recettë wëllen esou géréieren, datt dat, wat mer musse maachen, ka finanzéiert ginn, an dat op Plazen, wou mer net onbedéngt musse weider Dépensen a Kaf huelen, oder ufänken ze spueren.

Ech hunn d'Beispill vum Subventionnement vum öffentlechen Transport ugefouert, wou mer de Betrib vu Bus a Bunn mat honnerte Milliounen Euro sponseren, fir datt schrecklech vill Benotzer gratis den öffentlechen Transport kënnen profitéieren. Ech hunn och d'Zouschëss am Beräich vun der Fotovoltaik genannt, an d'Praxis vum ze deiere Bauen. Mir kënnen net méi alles. Mir sollten och net esou maache wéi wa mer alles kënnten.

En éierlechen, onverklärten a schounungslose Bléck op de Budget fir 2005 weist eis, datt d'Choixë bei de staatlechen Ausgaben ustinn an datt mer déi besser hätten ze preparéieren, esou laang mer net ënner absolutem Zuchzwang stinn.

De Bertolt Brecht huet emol op seng onvergläichlech Aart a Weis folgende Saz formuléiert: „Ist das nötige Geld vorhanden, ist das Ende meistens gut.“ Bis haut war bei

eis ëmmer dat néidegt Geld do, mä mir hunn zu dësem Moment keng Garantie, datt dat éiweg esou bleift. Dofir musse mer eis an Zukunft verstärkt froen, wat wierklech néideg ass, fir och an deene kommende Joren ëmmer e gutt Enn ze fannen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

M. le Président.- Ech ginn dem honorablen Här Mosar, Bud-

getsrapporteur fir de Budget vun 2005, Akt vu sengem Rapport.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer d'Ausféierunge vum Budgetsminister Luc Frieden zu deemselwechte Projet.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.26 heures)

Ordre du jour

- 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005
(Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden)
- 4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001
(Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003
(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir hunn haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Interventioun vum Här Budgetsminister Luc Frieden zum Projet iwwert de Budget vum Joer 2005.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

1. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsbudget fir 2005, dee siwente Statsbudget hannerenee fir deen ech als Budgetsminister zoustänneg sinn, deen éischte vun der Regierung, déi aus de Wahlen vum dësem Summer ervirgaangen ass.

Dëse Statsbudget, zesumme mat der Finanzpolitik vun deenen nächste Joren, sinn déi Instrumenter déi mer brauchen, fir eist Land vu mar verantwortungsvoll virzebeereeden.

E Land dat an Europa an an der Welt respektéiert muss ginn a wëllt ginn, well et Verantwortung iwwerhëlt. Verantwortung am Intérêt vu Friden, Entwécklung a Stabilitéit.

E Land wat Europa viles politesch an ekonomesch verdankt an dofir och grad an deenen nächste Méint säi vollen Asaz gëtt fir Europa ze verdéiwen, andeem mer eis ausschwätze fir déi europäesch Verfassung an andeem mer an der

Présidence eist bescht wäerte fir Europa maachen.

E Land wat heiheem dofir suergt, dass mer eng konkurrenzfähg Wirtschaft hunn, déi Aarbechtsplaze schafft, an eng Schoul, déi op déi Aarbechtsplaze virbereet.

E Land wat weess, dass Finanz- a Wirtschaftspolitik muss Hand an Hand goe mat enger staarker, mä finanzéierbarer Sozialpolitik, déi d'sozial Gerechtegkeet an d'sozial Kohesioun als Zil muss hunn.

E Land, wat senge Bierger versicht Liewensqualitéit ze garantéieren; Gesondheet, Fleeg am Alter, Erzéiung, Transportinfrastrukturen a Sécherheet mussen dofir Finanzprioritéite bleiwen.

E Land awer och, wat bereet ass Changementer unzegoen, fir och an Zukunft kënnen eng zolidd Sozialwirtschaft an eng gesond Finanzpolitik kënnen ze halen.

Dës sechs Objektiv, dat sinn eis Aufgaben. Ech mengen et sinn eis Flichten, fir Lëtzebuerg op eng responsabel Aart a Weis, grad via de Budget, grad via d'Finanzpolitik op mar ze preparéieren. Dat ass net einfach. Do ginn et eng Rei Pisten, an de Budgetsrapporteur, den honorablen Här Laurent Mosar huet am Numm vun ärer Finanzkommission, an zum Deel do, wou en et preziséiert huet, a sengem perséinlechen Numm eng Rei Observatiounen gemaach, déi an deenen nächste Wochen an dësem Haus a ronderëm dëst Haus diskutounswäert sinn a mussen zu lwerleeunge féieren.

6.902.000.000 Recetten, 6.991.000.000 Dépensen; dat sinn déi impressionant Chiffrë vum Statsbudget vun 2005. Iwwert dës Chiffrë muss dëst Haus déi nächst Woch ofstëmmen. Si sinn d'Grundlag vu ville Politiken an Aktivitéiten, déi an dësem Land d'nächst Joer gemaach ginn. Mä ech mengen, dass dës einfach Chiffrë net d'Komplexitéit vun der Finanzpolitik duerstellen an och net d'Komplexitéit

vun all deene politesche Beräicher, déi de Statsbudget versicht ze encouragéieren an ze dirigéieren.

Fir d'Regierung ass de Budget vun 2005 e wichtege Motor vun der Ekonomie a vun den Aarbechtsplazen, et ass en Instrument vun der sozialer Gerechtegkeet an et ass eng Garantie, fir zolidd Statsfinanzen ze halen. Dat sinn dräi Faceteuren, déi bei eis bei allen lwwerleeunge bei dësem Statsbudget wichteg waren.

Mir stinn awer viru groussen Herausforderungen, wa mer dës dräi Ziler - Motor vun der Ekonomie, d'sozial Gerechtegkeet an zolidd Statsfinanzen - wëlle mateneen erreechen. Grouss Schwierigkeeten an Herausforderungen, well mer mieren, dass den Niveau vun eisen Investissementer héich ass a muss héich bleiwen, fir eis Ekonomie ze ënnerstëtzen, datt mer sozial Dépensen hunn, déi héich sinn, well mer wëllen e staarke Sozialstat hunn, mä op där anerer Säit eng Fiskalitéit, Recetten, déi net esou schnell klamme wéi d'wirtschaftlech Entwécklung, respektiv sech mat enger ënnerschiddlecher Evolutioun entwéckelen, an eng wirtschaftlech Situatioun, déi schwierig ass an déi eis op d'mannst zu Virsiicht opriff.

Wa mer d'Statsbudgete schreiwen, dann hu mer an der Vergaangenheet an och an der Zukunft dofir gesuergt, dass se sech um mëttelfristege Wirtschaftswuesstem orientéieren. Mir sinn der Meinung, dass ee keen Zickzackscours an der Budgetpolitik dierf fueren. Dat wier schlecht fir d'Ekonomie an et féiert zu Onstabilitéit an der Wirtschaft a bei de Leit.

Mir stellen awer fest, dass d'wirtschaftlech Evolutioun eng ass, déi am Zickzackscours fiert, an dofir musse mer de mëttelfristege Wirtschaftswuesstem kucken, fir d'Croissance vun eisem Budget festzeleeën. Zickzackscours an der wirtschaftlecher Entwécklung ass besonnesch ausgeprägt zu Lëtzebuerg.

Ech erënneren drun, dass mer am Joer 2000 e wirtschaftleche Wuesstem vun 9% haten, deen ass 2001 op nëmmen 1,3% gefall, en ass 2003 liicht erop gaangen op 2,1% a fir dëst Joer elo op eemol mengen déi, déi d'wirtschaftlech Situatioun analyséieren, datt mer kënnten op e Wirtschaftswuesstem vun iwwer 4% kommen. Iwwer 4%, woubäi mer d'lescht Joer vun deenen nämlechte gesot kritt hu wéi mer de Budget opgestallt hunn, datt fir dëst Joer héchstwahrscheinlech de Wirtschaftswuesstem bei 1,2% läit. Déi Zickzackscours sinn an der Zäit. Déi Zickzackscours sinn awer och an de wirtschaftleche Prognosen, déi mer vun heiheem a vun dobaussen era gemellt kréien.

Fir de Budget vum Joer 2005 hu mer eis op eng wirtschaftlech Croissancehypothese vun 3,5% baséiert. De Statec hat a senge leschte Prognose gemengt: 3,8%. A wann ech kucken, wat d'OCDE gëschter fir Lëtzebuerg matgedeelt huet fir d'Joer 2005, da stellen ech mat Erstaunen - muss ech soen - fest, dass d'OCDE mengt, d'wirtschaftlech Entwécklung géif d'nächst Joer ëm 4,5% wuessen; 4,5% fir d'nächst Joer - wat e ganz staarke Wuesstem wär. Wat ëmsou méi erstaunlech ass, wann ee kuckt, wat fir e Wirtschaftswuesstem déi nämlechte OCDE fir d'nächst Joer virausgesäit, nämlech fir Däitschland vun nëmmen 1,4% - or, mir wësse wéi déi eng Ekonomie mat där anerer zesummenhängt -, fir Frankräich 2% a fir d'Eurozon 1,9%, also quasi dat nämlecht. Eise Wirtschaftswuesstem wär also dixit OCDE duebel esou héich wéi dee vun der Eurozon. Ech mengen, dass mer gutt dru gedoen hunn, eng virsiichteg wirtschaftlech Croissancehypothese fir de Budget vum Joer 2005 virzugesinn. 3,5%, dat ass optimistesesch, mä awer zugläich virsiichteg, well et awer eng ganz Rei Inconnué ginn.

Éischstens d'Evolutioun vun der Eurozon - vun där ech elo grad geschwat hunn.

Zweetens de Pétrolspräis, deen op engem Niveau ass, dass eng Brems fir d'wirtschaftlech Entwécklung an Europa weider besteet. D'Héicht vum Euro, déi och ganz sécher der Exportindustrie d'Liewen net wäert einfach maachen.

Et bleift Onstabilitéit an der Welt. En Événement, wat mer net hoffen, mä wat zu all Moment kënn anrieden, wéi en terroristescht Attentat, géif eng zousätzlech an immediat Brems op d'wirtschaftlech Entwécklung an Europa an an der Welt hunn, an d'Kompetitivitéit vun der europäescher Ekonomie ass, dat beweisen all déi Rapporten, déi zu Bréssel oder soss entwousch eraus kommen, net déi déi se misst sinn, fir dass mer eng staark Croissance hunn. Duerfir mengen ech, dass mer géinge gutt drun doen, an eiser Analys vun der wirtschaftlecher Situatioun virsiichteg ze sinn.

Et si ganz vill Inconnuen, och wann een dierf moderéiert optimistesesch an dat nächste Joer, wat d'wirtschaftlech Entwécklung ugeet, erakucken. Mä souguer wann een d'wirtschaftlech Entwécklung relativ optimistesesch ka kucken, da bleift, datt mer konfrontéiert si mat enger Situatioun bei der Betribsbesteuerung, déi net direkt, traditionell net direkt, der wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung dréit.

D'Steiere vun de Betriber hänken dovun of, wéi vill déi Betriber investéieren; d'Steiere vun de Betriber hänken dovun of, wou e Grupp an engem gewässene Moment besteiert gëtt, an dofir kann een och net automatesch, wéi Verschiddeener dat maachen, d'Bilanë vun de Banke liesen a kucken, wat se als Provisioun fir Steiere virgesinn

hunn, well en Deel, e groussen Deel heiansdo, vun deene Steieren am Ausland bezuelt gëtt. Dat sinn also net Suen, déi direkt an de Statsbudget fléissen. An, et ass ganz kloer, datt d'Kierperschaftssteuer mat engem gewësse Retard sech bemierkbar mécht an dem Statsbudget. Dofir huet eng méi staark wirtschaftlech Croissance, déi mer fir d'nächst Joer gesot kréien a vun där mer och hoffen datt se kënn, net direkt déi Incidenz op de Statsbudget. An dofir plädéiere mer fir Prudenz an der Budgetspolitik a mer plädéieren zugläich dofir, datt mer bei deem Prinzip bleiwen, datt mer eis um mëttelfristege Wirtschaftswuesstem orientéieren, a wa mer dat ronderëm 4% usiedelen, ech mengen dann hätte mer enger ganzer Rei vun Incertitudë Rechnung gedroen.

De Budget vum Joer 2004, dat ass deen dee mer amgaange sinn ze exécutéieren, beweist, datt d'wirtschaftlech Situatioun e bësse besser ass wéi déi vun 2001, 2002 an 2003, an deem Sënn datt mer mieren, datt mer Enn Oktober scho 85% vun deene virgesinnene Recetten eran haten, datt mer op der Dépensésäit ganz rigoros waren an datt mer dofir héchstwahrscheinlech an enger reng nationaler - ech preziséieren - an enger reng nationaler Budgetsopstik der-vu kënnen ausgoen, datt mer de Budget 2004 wäerten am Equiliber opkréien. Et ass kloer, dass no enger Maastrichtanalys, wou mer also d'Dépensé vun de Fonge mat berücksichtigten a just nëmmen déi Recetten, déi an deem Joer erakommen, datt mer do och am Joer 2004 mat engem Defizit, allerdéngs engem ganz klengen Defizit wäerten ofschléissen. Dat gesi mer awer eréischt an deenen nächste Méint, well déi lescht Méint vum Joer traditionell an der Steierpolitik ontypescher sinn, well verschidde Steierofrechnungen Enn des Joers engem méi Kloerheet iwwert déi richteg Situatioun vun de Steiere bréngen.

Ech géif gären e puer Wuert zu de Recettë soen an duerno eng Analys maache vun der Croissance vun den Dépensen an dem Inhalt vun deenen Dépensen. Et kann ee selbstverständlech fir d'éischt - an dat ass eng philosophesch Diskusioun bei all Budgetopstellung - kucken, wéi vill Recetten een huet an da fixéiert een d'Dépensen. Et kann een awer och kucken, wat fir eng Ausgaben de Stat maache soll, an en fonction dovunner fixéiert een dann d'Steierlaascht.

Am Fong hunn ech eng Preferenz fir déi zweeten Theorie, nämlech fir d'éischt kucken, wat de Stat finanzéiere soll, an dann d'Steiere fixéieren. An dëser Situatioun mengen ech awer, datt mer deen ëmgedréintene Wee musse goen, nämlech well et fir d'Wirtschaft schlecht wär, wa mer an dësem Moment géifen d'Steieren héijen. Dofir si mer gezwongen, eis un d'Situatioun vun de Steiere fir d'éischt erunzetaaschten, ier mer kucke wat mer mat deene Suen, an nëm-